avoir des difficultés sur le plan disciplinaire, non pas tant dans le travail accompli par les civils que dans leur comportement pendant une mission.

Un autre problème difficile à résoudre est celui des connaissances et des compétences nécessaires, surtout pour les missions d'observation privées. M. Harry Neufeld, d'Élections Canada, n'a pas été le seul à attirer l'attention sur ce qu'il a appelé les «observateurs à problème». Selon M. Neufeld, il y avait en Namibie des observateurs qui ne savaient rien de la situation du pays qui les accueillait, du rôle des Nations Unies et des obligations imposées par la résolution 435. Il y avait des observateurs venus essentiellement pour avoir confirmation de leurs préjugés, d'autres qui n'étaient intéressés que par la publicité et d'autres encore sans objectif bien défini ni programme d'action. Certains d'entre eux étaient parvenus à des conclusions subjectives sans essayer de les justifier. D'autres n'étaient venus que pour visiter le pays.

Ces critiques ne s'appliquaient pas à tous les groupes d'observateurs, mais M. Neufeld a déclaré qu'il fallait essayer de faire la distinction entre ceux qui étaient sérieux et les autres. Un participant a suggéré de mettre en place un système de communication grâce auquel les nouveaux venus pourraient profiter de l'expérience des groupes précédents.

Le professeur Anglin a attiré l'attention des participants sur des problèmes particuliers à l'opération en Namibie, mais qu'on pourrait retrouver ailleurs. Il a fait observer qu'en principe, les membres du groupe de maintien de la paix sont censés être impartiaux, mais que les Namibiens ne comprenaient pas cette attitude du GANUPT quand il s'agissait de l'oppression sud-africaine et de la libération de la Namibie. La présence de policiers civils dénués de tout pouvoir semblait particulièrement étrange aux Namibiens, ce qui a posé un problème de crédibilité pour le GANUPT.

Le professeur Anglin a également abordé la question de l'impartialité des médias, que le GANUPT n'a pas réussi à garantir. Cela tenait en grande partie au fait que le Groupe ne s'était penché que sur l'aspect programmation des médias, sans s'occuper des personnes qui seraient chargées de la médiatisation à proprement parler.

Pour le professeur Anglin, le temps imparti pour informer les électeurs - trois semaines seulement - a posé un autre problème. Il était impossible, selon lui, de donner des informations aux électeurs et de les inscrire sur les listes en si peu de temps.

M. Thornberry a indiqué que le Groupe d'assistance avait eu du mal à obtenir la coopération locale, notamment en matière d'information et de police. Les policiers eux-mêmes, a noté